

Le Parisien 7 février 2023

Villeron : enquête ouverte après l'invasion et la destruction du camp rom dans le village

La manifestation a tourné à l'assaut. Le préfet du Val-d'Oise condamne l'entrée musclée de quelque 200 riverains dans le campement de Villeron, dimanche après-midi. Une pelleteuse convoquée par la mairie a fini de détruire les cabanes de fortune. Les associations de défense des minorités se mobilisent pour dénoncer ces agissements qui se sont déroulés en dehors de tout cadre légal.



L'intrusion, dimanche 5 février, des habitants de Villeron (Val-d'Oise), venus manifester contre la présence des Roms sur leur commune, fait réagir et inquiètent notamment les associations de défense des minorités. LP/Marie Persidat

Par Marie Persidat, Romain Chiron et Frédéric Naizot

Le 7 février 2023 à 07h00

<https://www.leparisien.fr/val-d-oise-95/villeron-enquete-ouverte-apres-linvasion-et-la-destruction-du-camp-rom-par-les-habitants-du-village-07-02-2023-MMPWGHEI7NGIZNBUTV46MFOQ4Q.php>

« Ils ont eu très peur, une maman a même cru qu'ils allaient tous mourir. » Au lendemain de la fuite précipitée, les familles roms du camp de Villeron (Val-d'Oise) se sont confiées à des

membres de l'association Acina 95 qui fait elle-même partie du collectif national Droits de l'homme Romeurope. Ils seraient une cinquantaine, dont au moins une quinzaine d'enfants, à avoir quitté à la hâte dimanche 5 février dans l'après-midi leurs baraquements de fortune sous la pression d'habitants du village venus manifester contre leur présence.

« Ils ont été très choqués par l'agressivité de certains manifestants », indique Anthony Ikni, délégué général du collectif Romeurope en relation avec Acina. Alors que la situation devenait de plus en plus tendue à Villeron, les familles se sont entassées dans un peu moins d'une dizaine de véhicules pour quitter les lieux, sous la protection des gendarmes. C'est dans ces petits fourgons qu'ils ont ensuite passé la nuit.

De leur campement il ne reste désormais plus que des débris. Dès que les Roms ont quitté le bois de Villeron, les manifestants ont envahi le terrain malgré la présence des forces de l'ordre et ont commencé à détruire eux-mêmes les baraquements. Ils sont finalement sortis pour laisser la place à une pelleteuse convoquée par la municipalité.

Une action « désapprouvée grandement » par le préfet

Dès ce lundi le préfet du Val-d'Oise Philippe Court a « désapprouvé grandement » l'invasion musclée du campement, en dehors de tout cadre légal, affirmant qu'il ne s'agit « pas de pratiques souhaitables dans le département ». Il rappelle d'ailleurs que le maire « est un représentant et un garant de l'état de droit ». Une formule qui vise directement Dominique Kudla, ce dernier ayant assumé les faits.

Philippe Court a assuré que ces démantèlements, notamment par le recours à la force publique, « ne prennent pas de temps » dès lors que la procédure judiciaire est lancée. « L'agglomération avait d'ailleurs fait un référé », souligne le préfet. En 2022, il y a eu 92 décisions de justice prononcées pour l'expulsion de terrains occupés illégalement, notamment par des communautés Roms, ainsi que 52 mises en demeure délivrées directement par la préfecture

À l'agglomération Roissy - Pays-de-France, propriétaire du bois illégalement occupé par les Roms, on confirme qu'une procédure avait été initiée depuis octobre. « Nous sommes respectueux de la loi, plusieurs audiences avaient déjà eu lieu et nous attendions que la justice se prononce », nous indique-t-on au cabinet de la communauté d'agglomération. L'intercommunalité assure ne pas avoir été au courant de la manifestation organisée à Villeron.

La gendarmerie dit avoir tout fait pour empêcher les violences physiques

« Nous avons empêché les violences physiques et c'est l'essentiel », estime de son côté la gendarmerie du Val-d'Oise, présente en force le jour de la manifestation (une cinquantaine d'agents sur place). « Il fallait éviter que les gens s'en prennent aux Roms qui étaient encore présents sur place dimanche. C'est ce qui a focalisé notre action », souligne ce lundi le colonel Quentin Petit, qui dirige le groupement de gendarmerie du département.

Sans chiffrer le nombre de Roms présents sur le camp au moment de la manifestation, le militaire indique « qu'une dizaine de fourgons ont quitté le campement, d'autres étant déjà partis avant ». Concernant les dégradations commises par des manifestants sur le campement rom, le patron des gendarmes indique qu'il pourrait y avoir des suites. « Les débordements qui se sont produits en marge de la manifestation font l'objet d'une enquête qui est en cours au

niveau de la gendarmerie. » Il évoque l'intervention de la pelleteuse sur le site pour détruire les cabanons : « Nous travaillons actuellement sur ces faits », précise-t-il.

De l' « antitsiganisme avéré » pour une association

Il n'est pas le seul à décortiquer chaque étape des événements de ce dimanche après-midi. Plusieurs associations sont ainsi mobilisées sur le sujet et réfléchissent à donner une suite judiciaire à cette expulsion sauvage. « C'est une affaire que nous prenons très au sérieux », confie Anthony Ikni de Romeurope. Le collectif national Droits de l'homme Romeurope se dit très préoccupé par « l'antitsiganisme avéré » qui se dégage des événements de ce week-end.

« Malheureusement il ne s'agit pas de cas isolés, des incidents comme des destructions volontaires ont déjà eu lieu notamment en Seine-Saint-Denis. Mais il faut rappeler que c'est contraire au droit », souligne l'une des membres de la structure. L'article 226-4-2 du Code pénal stipule ainsi que « le fait de forcer un tiers à quitter le lieu qu'il habite (...) à l'aide de manœuvres, menaces, voies de fait ou contraintes, est puni de trois ans d'emprisonnement et de 30 000 € d'amende. » Quant à l'intervention des habitants qui ont commencé à détruire les baraques, « cela s'apparente à de la destruction de biens et pourrait être caractérisé pénalement », poursuit Anthony Ikni.

Villeron : les habitants pénètrent en force dans le campement rom, détruit ensuite à la pelleuse

Villeron (Val-d'Oise). Environ 200 personnes ont manifesté ce dimanche en début d'après-midi pour protester contre la présence d'un camp de Roms dans le bois de la commune. Elles sont entrées sur le terrain, commençant pour certaines à détruire les habitations de fortune.

Par [Marie Persidat](#)

Le 5 février 2023 à 20h11

Ils manifestaient pour obtenir l'évacuation du camp de Roms installé dans le bois de leur village. Les habitants de [Villeron](#) (Val-d'Oise) se sont finalement fait justice eux-mêmes. « On a gagné ! » criaient ainsi certains d'entre eux ce dimanche après-midi alors que les familles de Roms, apeurées, avaient quitté les lieux peu avant.

Vers 15 heures, les 200 manifestants qui s'étaient rassemblés ont envahi soudainement le camp vidé de ses occupants. La manifestation annoncée comme « pacifique » ressemblait pourtant à une sortie du dimanche au départ. Tout le monde était venu en famille, poussettes et trottinettes roulant au milieu du cortège. Mais cela n'a pas empêché la quasi-totalité des manifestants de se précipiter dans le bois pour rentrer dans les baraques, filmer, prendre des photos et commencer à détruire les cabanes de fortune à main nue ou avec des planches et des barres.

Une pelleuse est arrivée vers 15 heures et a finalement tout rasé dans le campement.

Coups de pied, coups d'épaule, tout est alors bon pour abattre ces cabanes qui ont cristallisé les peurs ces dernières semaines. Cette scène surréaliste a finalement été écourtée par les gendarmes qui ont demandé aux habitants de sortir du bois. Une pelleuse est ensuite arrivée sous les hourras et les applaudissements. La machine a détruit toutes les baraques, ne laissant au sol qu'un amas de débris, avant de creuser une tranchée pour éviter toute nouvelle occupation.

« Scandaleux », pour la Ligue des droits de l'homme

« C'est un phénomène assez nouveau, une sorte de radicalisation », s'inquiète Jean-Claude Vitran représentant de la Ligue des droits de l'homme du Val-d'Oise. « Qu'on ne soit pas d'accord avec la présence des Roms je le conçois, mais qu'on en arrive à une telle radicalité, c'est dramatique et scandaleux. »

Comment en est-on arrivé là justement ? À la fin du mois d'octobre, des membres de la communauté des Roms sont arrivés dans le petit bois jouxtant la commune d'environ 2 000 habitants. « C'est un espace boisé classé », pointe le maire (SE) Dominique Kudla. Les 25 ha appartiennent à la communauté d'agglomération Roissy Pays-de-France.

[Les occupants illégaux](#), une centaine de personnes a priori, même si aucun comptage officiel n'existe, ont petit à petit aménagé des baraques de fortune sous les yeux affolés de la population du village tout proche. « C'est une forêt où nous faisons du vélo, nous allons nous promener avec les enfants, raconte Jean-Pierre, un habitant. Tout le monde y allait dans ce bois ! Mais avec les Roms, plus jamais, on ne se sent pas en sécurité. »

Les riverains dénoncent les dégradations commises par les occupants. « Ils font des feux tous les soirs, c'est très dangereux ! D'ailleurs les pompiers interviennent tout le temps sur place », peste Martine. « Et puis ils coupent des arbres ! On en a marre que la loi ne soit pas la même pour tous. » De nombreux habitants évoquent également un climat d'insécurité qui serait lié à

l'existence du camp. « Il y a même des habitants qui organisent des rondes le soir pour prévenir les cambriolages », nous souffle-t-on. Ni la gendarmerie ni la municipalité n'évoquent une hausse des chiffres de la délinquance.

« Dehors les Roms », crient les villageois

Mais il y a quelques semaines, les collectivités ont fait creuser une tranchée autour du camp, « pour contenir son expansion ». Mais l'exaspération des villageois n'a fait que croître et une première manifestation a été organisée le dernier dimanche de janvier. Un nouvel appel était lancé pour le 5 février et cette fois-ci le nombre de manifestants avait doublé. Ils ont marché du centre-ville jusqu'au lieu d'occupation en brandissant des pancartes marquées « rendez-nous notre bois ! »

Malgré le déploiement des forces de l'ordre — entre quarante et cinquante gendarmes aidés de quelques policiers — la tension était palpable. « Dehors les Roms ! Villeron ne veut pas de vous ! » hurlaient les habitants au mégaphone. « Villeron n'est pas une poubelle ! » De l'autre côté du cordon de gendarmerie, des familles également mais de la communauté rom, regardaient le spectacle, pétrifiées. Les manifestants essayant par tous les moyens d'entrer, et certains réussissant en passant par l'arrière, les gendarmes ont finalement ouvert un passage pour laisser les Roms prendre la fuite entassés dans sept camionnettes.

« La stratégie, ce n'est pas de discuter mais d'être acteur », assène le maire

C'est à ce moment-là que la foule déchaînée a finalement eu raison des efforts des forces de l'ordre. Une marée familiale s'est alors déversée en courant dans le camp. « Heureusement qu'on a gagné sinon on aurait foutu le feu », marmonne un homme d'un certain âge en déambulant dans les allées boueuses. Une fois l'effervescence un peu retombée, la foule s'est retirée, obéissant finalement aux gendarmes. Et surtout pour laisser la place à... une pelleteuse. En une demi-heure, toutes les baraques ont été réduites en petits morceaux.

« La stratégie, ce n'est pas de discuter mais d'être acteur », assène le maire Dominique Kudla qui a organisé l'opération, « avec l'aval de l'intercommunalité », nous assure-t-il. Reste maintenant à tout débayer. « Nos administrés sont prêts à venir faire le tri et nettoyer », assure l'élu.

Vendredi dernier, une audience a eu lieu au tribunal administratif à la suite du recours déposé par la communauté d'agglomération Roissy - Pays-de-France pour demander l'évacuation du camp. Les débats n'ont pu avoir lieu, en l'absence d'un représentant de la communauté rom, et ont été remis à plus tard. Mais Villeron a décidé d'employer la méthode forte.